

Favoriser la cohésion sociale des nouveaux quartiers mixtes en termes de typologies de logement ne va pas de soi. Enquêtes, réflexions et actions sont de mise

Comment faire quartier?

MARIA PINEIRO

PAV ► Ce printemps, le futur quartier des Vernets accueillera ses premier·ères habitant·es. Une gajeure en termes de gestion des déménagements, mais également en termes de cohésion sociale dans un espace qui verra cohabiter diverses couches sociales. Pour autant, les autorités ne sont pas démunies. «Il est important de prendre le pouls pour voir ce qui fonctionne ou non», déclarait début novembre la conseillère administrative Marjorie de Chastonay, chargée de l'Aménagement, des constructions et de la mobilité (DACM) en Ville de Genève, lors de la présentation de l'enquête de satisfaction des habitant·es de l'écoquartier de la Jonction.

Les résultats dévoilés à l'automne sont plutôt bons. Globalement, 84% des habitant·es du quartier, achevé en 2022, sont satisfait·es. Parmi elles et eux, près d'un tiers se disent «très satisfaits» de vivre dans un lieu perçu comme «convivial, vivant et central». Des chiffres peu ou prou similaires à ceux des enquêtes menées à l'Etang, dans la commune de Meyrin, et à la Chapelle, sur le territoire de Lancy.

Collaboration récente

Face aux quelques habitant·es venu·es échanger, la magistrate communale, des responsables de l'Office de l'urbanisme et du Bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC), des travailleurs sociaux de la Jonction et des enquêteur·trices. «Pendant longtemps, urbanistes et acteurs sociaux ont travaillé chacun de leur côté. Maintenant, nous cheminons ensemble», s'est félicité Nicolas Roguet, directeur du BIC au Département de la cohésion sociale. Avec la volonté d'offrir «une meilleure qualité de vie à tous», a souligné Frédéric Josselin, chef du Service de la participation citoyenne au sein du Département cantonal du territoire.

Derrière le bon score de satisfaction se nichent pourtant des disparités. L'écoquartier de



Globalement, 84% des habitant·es de l'écoquartier de la Jonction, achevé en 2022, sont satisfait·es de leur nouveau quartier. JPDS

la Jonction comporte 2/3 de logements d'utilité publique (LUP) pour 1/3 de loyers libres. Autre différence, des locataires de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social et des coopérateur·trices de deux entités, dont la Codha, se côtoient. Ces dernier·ères, qui ont davantage participé à l'enquête que les occupant·es des logements sociaux, constituent la catégorie s'affirmant la plus satisfaite de son logement. Il en va de même pour la satisfaction générale vis-à-vis du quartier: les coopérateur·trices se montrent plus positifs (88%) que les locataires (75%). L'étude souligne

Derrière le bon score de satisfaction se nichent pourtant des disparités

«l'interdépendance entre l'expérience du logement et celle du quartier».

Globalement, l'enquête sur l'écoquartier de la Jonction conclut que «sur le plan social le quartier est traversé par des clivages liés à la juxtaposition de trois entités aux caractéristiques socioéconomiques et aux dynamiques distinctes». Ainsi, les relations sociales se limitent le plus souvent à l'échelle des bâtiments, un phénomène normal en zone urbaine. L'immeuble de la Codha, vitrine du quartier, qui a également été «pensé pour soutenir la vie communautaire, s'accom-

pagne toutefois d'un repli relatif sur ses propres espaces». Les relations entre habitant·es de différents immeubles ne vont pas de soi.

Volonté de créer du lien

«Nous voyons bien que nous sommes privilégiés, a relevé un habitant de la Codha durant la soirée de présentation. Nous souhaiterions que notre présence puisse servir à créer des liens de voisinage.» Pour ce faire, ils et elles pourront s'appuyer sur les travailleur·euses sociaux du quartier. L'étude va permettre d'identifier des pistes pour favoriser la cohésion so-

ciale de manière générale, considérée comme bonne au sein du quartier, a précisé l'Office de l'urbanisme au *Courrier* en réponse à une série de questions. Il s'agira d'identifier avec les communes les besoins en équipements publics de proximité, d'associer riverain·es et futur·es habitant·es dans un processus de concertation et de concevoir des espaces publics conviviaux et végétalisés.

Les autorités cantonales, DT et DCS, veulent «anticiper les enjeux de cohésion sociale et de mixité dès la planification» par le biais d'un dialogue entre les politiques d'aménagement et les politiques sociales. Et cela, à trois niveaux, par «une collaboration étroite entre les communes, les services cantonaux et les associations locales». Des expériences ont déjà permis de tester le rôle des coordinateur·ices de quartier à Lancy Pont-Rouge et à la Goutte Saint-Mathieu à Bernex. Selon le canton, les effets sur «la cohésion et la participation ont été positifs». Leur travail consiste notamment à servir de «personne ressource et de catalyseur de projets collectifs». Ils et elles doivent, entre autres, «renforcer la vie communautaire, limiter les barrières symboliques à la participation et faire le lien entre population et politiques publiques».

L'engagement de coordinateur·ices dans les projets de futurs quartiers n'est pas systématique ni obligatoire. Aux yeux des autorités «il est illusoire d'imaginer une recette magique», car chaque quartier est différent. Néanmoins, elles parient sur une «approche intégrée alliant canton et communes, planification et cohésion». Le réseau «Quartier commun», qui unit collectivités publiques, milieux professionnels, hautes écoles et acteurs associatifs, entend «produire connaissances et outils directement mobilisables pour réduire les inégalités sociales et spatiales» dans tous les quartier, actuels ou anciens.

A l'aube de l'édification du PAV, ses travaux ne manqueront pas d'utilité. I